

**Discours de Monsieur Abdoulaye Bathily,  
Ministre d'Etat, Conseiller du Président aux Affaires Africaines,  
Dakar, 30 novembre 2012, King Fahd Palace.**

**Excellence Madame la Commissaire aux Affaires Politiques de la  
Commission de l'Union Africaine,**

**Excellence Monsieur Pedro Pires Verona, Ancien Président du Cap-  
Vert,**

**Excellence Monsieur Abdoulie Janneh, Président du Conseil  
d'Administration de l'IAG,**

**Mesdames, Messieurs les Ministres,**

**Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,**

**Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations  
Internationales,**

**Distingués invités, Mesdames, Messieurs,**

Au moment où s'achèvent vos travaux, dont il me revient qu'ils ont été denses et fructueux, permettez moi, au nom de **Son Excellence Monsieur Macky Sall – Président de la République**, de féliciter vivement le Département des Affaires Politiques de la Commission de l'Union Africaine et ses partenaires (l'IAG, le PNUD et la GIZ) pour avoir pris l'initiative d'organiser ces 'Consultations de haut niveau sur la Gouvernance et la démocratie en Afrique : tendances, défis et enjeux'.

**Excellences,**

**Mesdames, Messieurs,**

L'importance de cette rencontre et de ses résultats attendus pour tracer les pistes devant structurer l'Agenda Africain de Gouvernance pour les cinq prochaines années, ainsi que pour y identifier le rôle

proactif que doit y jouer l'Union Africaine et ses programmes, ont été soulignés dès l'ouverture de vos travaux.

Il me revient que, sur ces deux plans, plusieurs enseignements clefs peuvent en être dégagés.

- a- La nécessité pour l'Afrique d'avoir une ambition et une vision commune sur son rôle et sa place dans un environnement mondial en mutation et incertain;
- b- L'importance de développer un leadership collectif afin d'accompagner les peuples de nos Etats dans un processus de démocratisation apaisé, inclusif, dans lequel la nécessaire recherche de la satisfaction de leurs attentes légitimes dans un environnement de paix et sécurité sont les priorités ;
- c- La nécessité d'efforts autoréférentiels et de renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques afin de libérer l'Afrique de sa dépendance à l'aide et à l'appui des partenaires extérieurs ;
- d- L'importance de la bonne gouvernance économique et financière pour assurer une croissance inclusive et un développement effectif dans les pays Africains ;
- e- Le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures et de la redevabilité pour une gouvernance de développement effective, appropriée et légitime;
- f- Le caractère indispensable de la promotion de l'unité de nos Etats tout en intégrant la richesse de leur diversité ;

- g- L'importance de décentraliser les États afin de les (re)construire à partir du local qui se révèle être l'espace le plus pertinent d'action publique pour assurer le bien-être des populations en application des principes de légitimité, proximité et subsidiarité ;
- h- Le renforcement de l'intégration du continent sur la base des valeurs partagées tout en accélérant le processus de réconciliation du couple croissance économique/développement ainsi que la transformation qualitative de la gouvernance à toutes les échelles (locale, nationale, régionale et continentale);
- i- Le rôle central que doivent jouer l'Union Africaine et ses programmes dans la mise en œuvre de la gouvernance de développement à travers le renforcement de l'Architecture Africaine de Gouvernance, son articulation avec l'Architecture Africaine de Paix et Sécurité, et l'opérationnalisation de la plateforme Africaine de Gouvernance ;
- j- La nécessité d'aborder les questions centrales telles que la protection et la redistribution des ressources, l'évaluation de la gouvernance (en particulier en cette année d'ouverture des célébrations des dix ans du MAEP) ainsi que la recherche de solutions concrètes Africaines aux problèmes qui se posent aux Africains.

**Excellences,  
Mesdames, Messieurs,**

**La feuille de route prend forme et elle est lourde !** Il nous appartient donc à tous de combiner nos efforts afin d'accompagner le Département des Affaires Politiques dans sa mise en œuvre, à travers notamment le fait que votre rencontre soit le début d'un processus de réflexion et d'action collective continues et non une initiative ponctuelle.

**Excellences,**

**Mesdames, Messieurs,**

Dans ce contexte, au nom de **Monsieur le Président de la République**, je peux vous confirmer la disponibilité de la République du Sénégal à accueillir annuellement les 'Consultations de haut niveau sur la Gouvernance et la démocratie en Afrique : tendances, défis et enjeux'. Il nous faudra dans cette perspective en affiner progressivement la thématique, le contenu et en convenir de la date d'organisation avec le Département des Affaires Politiques de la Commission de l'Union Africaine et ses partenaires.

**Excellences,**

**Mesdames, Messieurs,**

Je souhaite à toutes et à tous les participants une excellente fin de séjour au Sénégal et un très bon retour dans vos pays.

Je déclare close la première session des 'Consultations de haut niveau de Dakar sur la Gouvernance et la démocratie en Afrique : tendances, défis et enjeux'.

Je vous remercie/.